

Ecœuré·e·s d'être méprisé·e·s par l'État : Ensemble en grève sociale !

Chômage, aide sociale et salariat : une seule cause un même combat !

Gaspé, le 25 avril 2024 – Du 29 avril au 3 mai 2024, plus d'une centaine d'organisations de divers horizons à travers le Québec se mobilisent pour la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, dans une perspective féministe intersectionnelle.

Pour la journée internationale des travailleuses et des travailleurs, la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, Droits devant et le Collectif Gaspésie-Les-Îles pour un Québec sans pauvreté s'unissent à l'APTS-Gaspésie et au Conseil central GÎM de la CSN pour revendiquer **un revenu qui permet à toutes les personnes de sortir de la pauvreté.**

Personne ne devrait vivre dans la pauvreté dans un pays riche comme le Canada. Louise Gallien, coordonnatrice de Droits devant affirme : « **La région Gaspésie-Les-Îles est en 3e position des régions avec le plus haut taux d'assistance sociale au Québec. Avec des montants pouvant être aussi bas que 807\$ par mois, c'est non seulement insuffisant, c'est inquiétant** ». Selon elle, la raison la plus fréquente pour demander une aide financière de dernier recours est la fin des prestations d'assurance-emploi. Les personnes qui sont employées par l'industrie saisonnière travaillent, obtiennent des prestations de chômage, puis l'aide sociale de dernier recours, avant de retourner au travail. Selon Catherine Beaulieu, ce cycle qui revient annuellement met en péril l'autonomie économique des femmes : « **nous savons que les femmes sont moins nombreuses que les hommes à avoir droit aux prestations d'assurance-emploi et, lorsqu'elles y ont droit, elles reçoivent des prestations moins élevées. En effet, les femmes sont plus nombreuses à occuper des emplois à temps partiel et les professions traditionnellement féminines sont moins rémunérées** ». Il y a également moins de femmes bénéficiant de l'aide sociale de dernier recours que d'hommes, notamment parce qu'elles sont en couple avec des hommes qui ont un revenu.

Rappelons qu'en 2024, une personne seule et sans contrainte à l'emploi qui reçoit de l'assistance sociale a droit à 9 684\$, soit 807\$ par mois. Cela ne couvre qu'un quart du revenu nécessaire pour se sortir de la pauvreté et le revenu nécessaire pour se sortir de la pauvreté est plus élevé dans notre région que dans les grands centres urbains.

Finalement, dans notre région, les femmes sont toujours plus nombreuses que les hommes à vivre avec un faible revenu, surtout les femmes aînées et celles qui habitent seules.

Au programme

Une soupe populaire sera offerte gratuitement le 1er mai 2024 à 12h00, au rond-point de New Richmond. Des tracts seront distribués. Les participant·e·s sont attendu·e·s avec leurs pancartes et slogans pour réclamer que toutes et tous puissent vivre dans la dignité !

À propos

La [Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine](#) mène des actions de défense collective des droits des femmes, soit des activités d'éducation populaire, de mobilisation et de représentation. Elle agit politiquement, sans partisanerie, pour que les droits et les intérêts des femmes de notre région soient concrètement respectés dans

divers domaines comme la santé, l'éducation, le développement social et économique de la région.

-30-

Renseignements et demandes d'entrevues :

Catherine Beaulieu | 581 624-2508 ou cbeaulieu@femmesgim.qc.ca

Agente de développement et de communication, Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Louise Gallien | 418-759-8099 ou droitsdevant.gaspesie@gmail.com

Coordonnatrice, Droits devant